

Les agriculteurs sont les lanceurs d'alerte sur le déclin auto-imposé de l'Europe

CHRISTIAN SAINT-ÉTIENNE
ET PHILIPPE VILLIN

La colère des agriculteurs a mis en lumière les impasses du modèle de transition écologique promu par la Commission européenne, analysent l'économiste* et le banquier d'affaires**. En s'imposant des normes contraignantes sans exigence de réciprocité pour ses partenaires commerciaux, l'Europe est en train d'hypothéquer son avenir et de détruire sa croissance économique, estiment-ils. Si les dirigeants européens persistent dans leur aveuglement, cette politique ne fera qu'accélérer le déclin du Vieux Continent, concluent-ils, et cela profitera à la Chine et aux États-Unis, qui ont su donner la priorité à leur industrie nationale.

Le premier ministre, Gabriel Attal, a annoncé quelques mesures visant à indemniser plus rapidement les agriculteurs en difficulté et à réformer des règles ubuesques sur les haies ou le curage des canaux. Mais ce n'est pas en leur jetant quelques billets que l'on calmera la révolte des paysans. Car les agriculteurs français (à l'instar de leurs collègues néerlandais et allemands) sont en fait les lanceurs d'alerte d'un déclin que l'Europe de M^{me} von der Leyen - soutenue par les élites européennes - leur impose, sans justification réelle, tout en les soumettant à une concurrence internationale accrue qui met en danger la vente de leurs produits.

En effet, la Commission n'a jamais été capable d'obtenir la réciprocité sur les normes et l'ouverture des marchés de ses concurrents depuis 40 ans. Par exemple, les Chinois ont accès à 98 % des marchés publics européens et les Européens, à moins de 2 % des marchés publics chinois. Et l'Europe laisse entrer des produits qu'il est interdit de fabriquer ici du fait des normes ou des règles qui ne s'appliquent qu'aux producteurs européens dans l'agroalimentaire comme dans la chimie ou l'acier.

Mais, le plus grave, c'est que l'Union européenne a décidé de s'imposer un modèle unique et punif dans la transition climatique alors même qu'elle émet moins de 8 % du carbone mondial contre 60 % pour l'Asie et le Moyen-Orient. Le rapport Pisani-Ferry intitulé « Les incidences économiques de l'action pour le climat » (mai 2023) a prétendu évaluer cette politique du « Green Deal » de décembre 2019 sans qu'aucune étude d'impact sur le coût de la transition au niveau européen ait été conduite. C'est indigne et constitue un véritable déni.

Tout se passe comme si les élites européennes, élues ou nommées, avaient décidé de casser la croissance européenne, de ponctionner les citoyens sans limite et de ruiner nos économies. Tout cela pour une politique stupéfiante accélérée par rapport à une transition climatique nécessaire, mais pour laquelle on doit intensément rechercher des solutions technologiques développées dans nos pays. À quoi cela sert-il de nous pressurer et de nous imposer des contraintes sans comparaison avec celles qui restent à imposer au reste du monde, alors que les efforts européens n'ont pratiquement aucun impact sur les émissions de carbone dans le monde ? C'est une approche de secte, pas une approche rationnelle.

Le 14 juillet 2021, la Commission européenne a proposé un paquet de 13 mesures juridiquement contraignantes (5 directives et 8 règlements) intitulé « Ajustement à l'objectif 55 » (« Fit for 55 ») pour réduire de 55 % d'ici à 2030 les émissions de GES par rapport au niveau de 1990. Ces règles et normes constituent un carcan mortel pour tous les producteurs européens. Et ce d'autant plus que l'Union européenne est très en retard dans la production des équipements de la transition climatique. Selon l'Agence internationale de l'énergie (« Geographic concentration by supply chain segment » in *Energy Technology Perspectives 2023*), la Chine produisait, en proportion de la production mondiale en 2021, 75 % des panneaux photovoltaïques et des batteries, 58 % des éoliennes, 40 % des électrolyseurs et 38 % des pompes à chaleur. Cette domination va s'accroître, car plus de 80 % des projets de nouvelles usi-

« Il faut notamment en urgence effacer toute la surtransposition française des règles européennes et interdire les importations de produits interdits de production en Europe avec des sanctions impitoyables contre les importateurs et distributeurs »

nes dans ces équipements, devant être mises en service d'ici à 2030, sont en Chine.

La politique européenne se concrétise donc par un gigantesque « Buy China Act » dont l'ampleur doit stupéfier et exalter l'ardeur politique du Bureau politique du Parti communiste chinois. Et c'est au bénéfice du premier pollueur mondial. La Chine, qui émet déjà plus de 30 % des GES de la planète, en émettra plus de 35 % en 2030 (contre 5 % pour l'Union européenne). En 2030, l'Asie seule produira plus de 60 % du carbone mondial. La pollution est à l'Est et la décarbonation et les manifestations à l'Ouest, dans le silence total des politiques et des médias.

L'Union européenne n'a pris conscience du désastre annoncé que très tardivement et de manière très insuffisante. Alors que les restrictions sont programmées dans les directives et règlements déjà votés, la Commission a annoncé récemment le lancement d'un programme industriel (Green Deal Industrial Plan, février 2023) et la présidente von der Leyen a ouvert un « dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture de l'UE » le 25 janvier 2024.

Plus de quatre ans après le « Green Deal », la Commission réalise qu'il faudrait produire ces nouvelles technologies sur le continent européen en espérant que les entreprises européennes produisent d'ici à 2030 jusqu'à 40 % des besoins technologiques, un objectif qui apparaît illusoire même à Pisani-Ferry, qui écrit (p. 36) : « L'objectif de 40 % est-il réaliste ? La situation est contrastée. En matière de photovoltaïque et de batteries, la Chine a établi une position dominante au niveau mondial. Dans l'éolien, l'Europe reste à la pointe de l'innovation et peut convertir cet avantage en atout industriel si elle résout son problème de capacité de production. En matière de pom-

pes à chaleur, elle est également un leader de l'innovation, mais l'industrie est fragmentée, et le solde extérieur s'est fortement dégradé. Pour la production d'hydrogène par l'électrolyse, enfin, l'Europe est technologiquement fragile. L'objectif d'un taux d'autosuffisance de 40 %, est clairement atteignable ou dépassable dans certains secteurs, il est en revanche hors de portée dans d'autres. » C'est donc, un objectif de 40 % difficilement atteignable en Europe alors que les États-Unis gagnent en autonomie et la Chine domine tout.

Car si l'Union européenne avance à marche forcée par la contrainte aveugle, ses grands concurrents stratégiques ont choisi d'autres voies.

Les États-Unis ont adopté une politique de réduction de leurs émissions de GES, mais en donnant le primat à la production nationale des technologies de croissance propre par l'Inflation Reduction Act (IRA), adopté en août 2022. Non seulement l'IRA met en place des clauses de contenu local de production, mais surtout il s'inscrit dans une politique intelligente de crédits d'impôt et de subventions qui favorise l'adaptation progressive des productions et des modes de consommation là où l'Europe manie la réglementation et les interdictions.

L'approche européenne est par nature suboptimale sur le plan économique, car elle détruit des secteurs industriels (les industries du moteur thermique, par exemple) et oblige à des changements de comportements si brutaux qu'ils provoquent et vont provoquer des résistances politiques violentes qui vont probablement se traduire dans les urnes par un incroyable succès des populistes en juin prochain.

La Chine mène une politique industrialio-climatique d'une subtilité diabolique. Alors qu'elle a développé, sur la base de technologies européennes qu'elle améliore, son industrie de voitures électriques et de batteries qu'elle s'approprie à massivement exporter, tout en s'assurant une mainmise disproportionnée des sources de matières premières pour produire ces technologies, elle ne se contraindrait qu'au seul objectif de réduire ses émissions de GES par unité supplémentaire de PIB tout en autorisant depuis trois ans l'ouverture de 50 nouvelles centrales électriques au charbon ! L'Inde lui a emboîté le pas dans cette approche.

Il est donc politiquement stupéfiant que l'Europe ne remette pas en cause son approche de réglementation et d'interdictions, aggravée en France par une surtransposition suicidaire, alors que l'Amérique a abattu son jeu d'action par les incitations et les crédits d'impôt et la Chine le sien par une politique stratégique de domination industrielle et d'adaptation climatique minimale.

Quand on lit le discours de politique générale de M. Attal du 30 janvier dernier, on est éffaré par son vide sur ces questions stratégiques. Écriture, incompréhension ou endoctrinement aveugle ?

Il est aujourd'hui évident que l'Union européenne doit infléchir en urgence sa stratégie vers celle mise en œuvre par les États-Unis. Or la France non seulement n'agit pas pour une mise en cohérence de ces règles avec les stratégies américaine, chinoise ou indienne de transition climatique, mais a durci le carcan européen par des réglementations nationales comme le Zéro artificialisation nette (ZAN), qui ne laisse pas de place à la réindustrialisation, y compris verte, tandis que l'agriculture est engluée dans un tissu d'injonctions contradictoires.

La mort annoncée de l'agriculture et de l'industrie européennes et l'accélération du déclin français résultent d'une politique climatique idéologique fondée sur des contraintes insupportables, un « Buy China Act » criminel, et une surtransposition française qui relève de la disparition programmée. Les responsables de ces politiques sont toujours au pouvoir.

Il faut notamment en urgence effacer toute la surtransposition française des règles européennes et interdire les importations de produits interdits de production en Europe avec des sanctions impitoyables contre les importateurs et distributeurs.

La droite classique, c'est-à-dire non macroniste et non Rassemblement national, doit choisir un candidat et un programme qui portent les enjeux stratégiques que nous venons de décrire ici. Le temps est compté. ■

* Christian Saint-Étienne est titulaire de la chaire d'économie au Conservatoire national des arts et métiers (Cham). Dernier ouvrage paru : « Le Libéralisme stratégique contre le chaos du monde » (Odile Jacob, 2020).

** Ancien directeur général du « Figaro », Philippe Villin est conseiller financier et chef d'entreprise.

DESSINS FABIEN CLAIRFOND



LE FIGARO Store
SOLDES D'HIVER

Du 10 janvier au 6 février 2024



50% de réduction sur une large
sélection de produits culturels

Livres - Magazines - Accessoires
www.lefigaro.fr/soldes